

Stratégies pour soutenir les territoires face aux crises : anticiper, gérer, reconstruire

Événement parallèle organisé par le CARI dans le cadre du projet PASS-LCD et de la préparation de Désertif'actions 2026

DURANT LA 16^{ÈME} CONFERENCE DES PARTIES DE LA CONVENTION DES NATIONS-UNIES
SUR LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION (RIYADH, ARABIE SAOUDITE)

9 DECEMBRE 2024

L'événement s'est déroulé en deux temps :

- Une présentation des premiers résultats de l'étude menée par le CARI sur la contribution de l'agroécologie à la résilience des exploitations agricoles et des territoires
- Une table-ronde avec des représentants de la société civile et de la recherche

Présentation introductive – La contribution de l'agroécologie à la résilience des exploitations agricoles et des territoires à la sécheresse


Crise, de quoi parle-t-on ?

Une crise peut intervenir dans n'importe quel cadre (institutionnel, social, économique, environnemental).

Le terme "crise" a donc de multiples définitions :

- Pour la médecine c'est l'ensemble des phénomènes pathologiques se manifestant de façon brusque et intense, mais pendant une période limitée, et laissant prévoir un changement généralement décisif, en bien ou en mal.
- Il s'agit également d'un événement brutal, une rupture de la stabilité d'un système, mais aussi une évolution longue qui révèle des faiblesses structurelles, inhérentes à un système. Une crise est alors une situation intenable, inattendue et qui est une menace pour un système.
- La survenue d'une crise nécessite de faire un choix pour faire face à un changement majeur.

On ne connaît pas toujours les impacts ni premiers ni secondaires (indirects) d'une crise, et ses conséquences sont variables dans le temps et dans l'espace. Par exemple, le COVID était une crise, dont on n'a pas fini de gérer les conséquences.



Bien que la survenue d'une crise ne soit pas toujours prédictible, faire face aux crises nécessite de les anticiper, de les gérer quand elles surviennent, de reconstruire après la crise. La sécheresse est une crise, qui a longtemps été considérée comme une anomalie, mais qui devient un défi persistant qui s'intensifie.

A la suite des travaux de Désertif'actions 2022 qui avait permis d'établir des premiers arguments sur la pertinence de l'agroécologie dans le cadre des enjeux traités par la CNULCD, le CARI propose d'approfondir ce travail de recherche, de démonstration et d'argumentation sur l'agroécologie comme option pour faire face aux crises, en particulier aux sécheresses.

Définir et caractériser les sécheresses et leurs conséquences :

Il existe de multiples définitions des sécheresses, selon les disciplines scientifiques (climatologie, hydrologie, agronomie, etc.) et la diversité des parties prenantes et de leurs préoccupations/enjeux.


La littérature fournit des caractéristiques communes aux sécheresses :

- Il s'agit d'un phénomène naturel lié à un manque de précipitations *anormal* sur un espace et une période donnée. Il peut s'agir d'épisodes plus ou moins longs (des semaines à des années), impactant une zone géographique impactée plus ou moins vaste.
- Il s'agit d'un état relatif par rapport à une situation moyenne sur un territoire et à un moment donné.
- Tous les régimes climatiques peuvent être touchés (Amazonie en 2023)
- Elle a une nature temporaire et exceptionnelle (ou récurrente mais de façon irrégulière) qui la distingue de l'aridité (caractéristique permanente climatique d'une région).

Les impacts des sécheresses concernent plusieurs secteurs et composantes des systèmes :

- En premier lieu, les composantes des écosystèmes et agroécosystèmes, tels que les sols, l'eau, la faune et la flore.
- Les activités économiques, en particulier celles qui dépendent des ressources naturelles (agriculture, élevage, énergie)
- Les sociétés, en causant des situations de famines, la perte de revenu, des conflits autour des ressources naturelles, des déplacements de populations

Les sécheresses entraînent de premiers impacts directs, avec un déficit hydrique au niveau des sols, et un manque d'eau pour la végétation, dont les cultures.



Cela entraîne des conséquences en cascade dans les territoires impactés par exemple sur le revenu et la situation des agriculteurs, ou sur l'accès à l'eau pour les différents usagers. Les impacts des sécheresses peuvent se répercuter hors des territoires initialement touchés, avec par exemple des hausses des prix des denrées alimentaires. Enfin, les sécheresses peuvent avoir des impacts à long terme, même après le retour à la normale des profils météorologiques. Elles deviennent alors des catastrophes en entraînant une **perturbation grave** du fonctionnement d'un écosystème ou d'une communauté, avec des **pertes** humaines, matérielles, économiques ou environnementales dépassant la **capacité de la communauté** à faire face avec ses propres ressources.

La gestion des sécheresses

La plupart des stratégies politiques liées à la sécheresse suivent des approches réactives, orientées sur la réponse après la crise. Au sein de la CNULCD, les Parties se sont accordées sur la nécessité d'adopter des approches proactives orientées sur l'anticipation, la prévention et l'adaptation.

Pour étudier les mécanismes de gestion de la sécheresse, il faut d'abord comprendre sur quel facteur on peut agir. Le risque d'impact d'une perturbation telle que la sécheresse est la probabilité de subir les impacts de la sécheresse sur une zone donnée et à un moment donné.

Ce risque d'impact peut se traduire par une fonction à 3 variables :

$$\text{Risque d'impact} = \text{Aléa} * \text{Exposition} * \text{Vulnérabilité}$$

- L'**aléa** est un phénomène naturel et est la probabilité que l'épisode de sécheresse se manifeste à un endroit. On ne peut a priori pas jouer fortement sur l'aléa.
- L'**exposition** constitue l'inventaire des éléments dans une zone où des événements dangereux peuvent se produire. Il s'agit des personnes, des biens, des activités, et des systèmes qui peuvent potentiellement être impactés par la sécheresse.
- Enfin, la **vulnérabilité** est la susceptibilité du système considéré (exploitation agricole, territoire) de subir des dommages en cas d'exposition. La vulnérabilité est composée de la sensibilité du système à la sécheresse et de sa capacité d'adaptation. Autrement dit, un système qui est peu sensible à la sécheresse et dont la capacité d'adaptation est forte sera peu vulnérable.

C'est sur ces deux aspects – sensibilité et capacité d'adaptation – que le CARI cherche à montrer les réponses que la transition agroécologique peut amener.

Dans quelle mesure une exploitation agricole est-elle moins sensible au risque de sécheresse ?

Pour répondre à cette question, le CARI a mobilisé les résultats de plusieurs travaux d'évaluation des effets de l'agroécologie avec des méthodes basées sur les 10 principes de l'agroécologie (FAO)¹.

- L'agroécologie contribue à diminuer la sensibilité de l'agroécosystème au perturbation climatique grâce à une meilleure utilisation et gestion des ressources naturelle en particulier de l'eau.

Effet favorable de l'agroécologie sur la santé des écosystèmes : à travers le maintien de l'humidité dans les sols par la végétation et les microorganismes, l'effet brise vent des haies et plantations d'arbres etc. Dans un système agricole diversifié, les espèces végétales qui tolèrent mieux le stress hydrique peuvent soutenir les autres espèces en offrant de l'ombre ou en régulant l'humidité du sol. Des arbres peuvent créer une couverture végétale continue, favorisant l'ombrage pour d'autres cultures plus sensibles, réduisant ainsi l'évapotranspiration et les variations extrêmes de température.

Effet favorable de l'agroécologie sur la fertilité et la santé des sols : à travers la restitution de matière organique, le maintien de couvert végétaux, des pratiques de travail du sol allégées etc.

Effet favorable de l'agroécologie sur la dépendance à l'eau : à travers l'utilisation d'espèces et de variétés à faibles besoins en eau, adaptées au contexte d'implantation Les agriculteurs ont souvent sélectionné, au fil des générations, ces variétés de plantes ainsi que des races locales plus résistantes à la sécheresse et adaptées aux conditions locales. L'intégration des connaissances locales et traditionnelles et scientifiques, peut aider à créer des systèmes agricoles moins sensibles aux sécheresses.

Illustrations

- En zone oasienne, l'entretien de haies, du bocage, d'arbres brise-vent, atténue l'effet asséchant des conditions locales et permet de garder plus d'humidité dans l'agroécosystème.
- En cultures pluviales, les pratiques agroécologiques améliorent le maintien de l'humidité du sol au niveau des cultures.

¹ L'outil TAPE développé par la FAO, la méthode développée dans le cadre du projet AVACLIM coordonné par le CARI et mis en œuvre avec ses partenaires dans 7 pays, la méthode développée par les 4 organisations membres du Groupe de Travail sur les transitions Agroécologiques (Agrisud International, AVSF, CARI, GRET).

- L'agroécologie diminue la sensibilité économique des agriculteurs et agricultrices.

En intégrant d'autres activités économiques (élevage, artisanat, agrotourisme, gastronomie locale, produits transformés labélisés, activités salariées, etc.), les agriculteurs peuvent assurer des revenus diversifiés, ce qui les rend moins sensibles aux pertes de récoltes dues à la sécheresse.

Certaines pratiques réduisent la dépendance aux intrants externes coûteux et souvent moins disponibles en période de crise de sécheresse. À ce titre, le recyclage favorise la mise en place de systèmes agricoles où les déchets d'un processus deviennent des intrants pour un autre.

Illustrations

- En Algérie, l'agroécologie améliore le niveau et la stabilité interannuelle des rendements agricoles et du revenu.
- L'arboriculture, surtout extensive, permet de mieux traverser les périodes sèches au Burkina Faso.

- L'agroécologie diminue le risque d'insécurité alimentaire

Effet favorable de l'agroécologie sur la qualité de l'alimentation : à travers une meilleure offre alimentaire, la diversité des espèces cultivées et élevées améliore la sécurité et la diversité alimentaire des agriculteurs et des communautés du fait de la variété alimentaire, ce qui aide à prévenir les carences nutritionnelles au sein des communautés fréquentes en période de sécheresse.

Avec des répercussions positives sur les territoires : l'économie circulaire et solidaire encourage les circuits courts, c'est-à-dire la vente directe aux consommateurs locaux, réduisant la dépendance des exploitations vis-à-vis des chaînes d'approvisionnement longues et vulnérables en période de sécheresse. Le développement des marchés locaux renforce le développement économique local et les circuits alimentaires courts, ce qui peut augmenter les revenus des producteurs tout en maintenant des prix justes pour les consommateurs.

Illustration :

- Les agriculteurs en démarche agroécologique ont un score alimentaire supérieur aux autres, qui reste stable et satisfaisant même en période de crise.

Recommandations politiques en vue d'améliorer la gestion de la sécheresse

- Encourager les pratiques agricoles basées sur des principes agroécologiques (diversification des cultures)

En offrant des subventions, des crédits, des allègements fiscaux ou des formations par exemple, les politiques peuvent inciter les agriculteurs à adopter ces pratiques et à investir dans des techniques et équipements qui renforcent la résistance de leurs exploitations à des conditions climatiques extrêmes.

Des mesures de gestion comme la création de réservoirs d'eau ou l'aménagement des zones de recharge des nappes phréatiques aident à maintenir un approvisionnement hydrique constant pour l'agriculture.

Des politiques de protection des écosystèmes vulnérables (préservation des zones humides, qui sont des réservoirs naturels d'eau, restauration des bassins versants et des terres dégradées pour améliorer la rétention d'eau dans les sols et les écosystèmes, établissement de régulations environnementales pour limiter la surexploitation des ressources naturelles, telles que la déforestation ou la surutilisation des nappes phréatiques, etc.).

- Mettre en place des conditions favorables à l'échelle des territoires

Mettre l'accent sur la participation de toutes les parties prenantes, dont les agriculteurs, à la prise de décision et de mettre en place une gouvernance décentralisée pour permettre une gestion flexible et adaptative de la sécheresse.

Une gouvernance locale « responsable » mobilise des ressources pour des projets d'infrastructures qui aident à diminuer la sensibilité des exploitations et communautés, comme les systèmes d'irrigation ou les réservoirs d'eau. Elle peut aussi prévoir des mécanismes de soutien spécifiques pour les communautés les plus sensibles à la sécheresse, comme l'accès à des fonds d'urgence, à des programmes alimentaires, ou à des outils agricoles adaptés.

Table-ronde société civile-recherche

La table-ronde a été facilitée par M. Patrice Burger, président du CARI. Les intervenants mobilisés étaient :

- M. Richard Ouedraogo du SPONG (Burkina Faso)
- M. Ismael Allahi Bizo de l'AJEEC (Niger)
- M. Jean-Daniel Cesaro du CIRAD (France)

Retours d'expériences sur l'agroécologie pour faire face aux crises

Richard Ouedraogo (SPONG, Burkina Faso)

Au Burkina Faso, beaucoup d'actions sont menées avec les membres du SPONG, comme APIL, APEDR, ARFA qui sont des organisations qui interviennent sur l'agroécologie. Parmi leurs expériences pour aider les agriculteurs à s'adapter à des conditions d'aridité on peut citer les pratiques suivantes :

- Introduction de cultures moins gourmandes en eau et en fertilisants (sésame, soja, patate douce à chair orange) qui permettent aux communautés d'avoir des récoltes abondantes en peu de temps.
- APEDR a mis en pratique une combinaison de zai, cordons pierreux, et demi-lunes qui ont permis de cultiver du riz dans une zone qui était auparavant complètement dénudé.

La crise sécuritaire au Burkina Faso a entraîné des déplacements internes de populations. Dans les zones d'accueil des populations, il y a une forte pression sur les ressources naturelles. Au-delà de l'apport d'aide alimentaire, l'ONG APIL organise une planification communautaire à l'échelle des villages, qui permet de diagnostiquer les besoins et paramètres des territoires. Cela permet de mobiliser les communautés, en impliquant les PDI, pour récupérer des terres dégradées et les mettre en culture. Cela permet également d'intégrer ces personnes déplacées dans la chaîne de valeur.

Ismael Bizo (AJEEC, Niger)

Le Niger a connu ces dernières années une situation de crise politique et sécuritaire, avec des sanctions en termes d'importation des denrées agricoles, et des conséquences directes sur l'activité agricole et l'alimentation des populations rurales et urbaines. Cela a poussé les autorités à réfléchir davantage à comment produire localement.

En milieu rural, le gouvernement a lancé un grand programme d'irrigation. Le Niger, est l'un des 3 pays au monde disposant du plus de ressources en eau souterraine, mais elles sont très peu exploitées.

Les OSC également on réagit, l'AJEEC, a lancé un programme d'agroécologie urbaine, en créant un jardin et un espace de démonstration.

Il s'agit de tirer le meilleur des ressources qui sont là : la terre, un peu d'eau. AJEEC a accompagné 300 ménages et une dizaine de petites entreprises.

➔ **Le Niger est au tournant du développement d'une souveraineté alimentaire.**

Jean-Daniel Cesaro (CIRAD, France)

Le pastoralisme est connu historiquement sur sa relation avec la sécheresse. Les sécheresses des années 70-80 ont entraîné des réponses politiques et institutionnelles (création du CILSS, portage du cadre harmonisé pour suivre l'état de la sécurité alimentaire).

Vis-à-vis de la crise, la question de la temporalité est importante : est-ce qu'on est avant la crise, ou pendant que la crise est là. [Par exemple en Syrie : la crise de 2011 a aussi poussé des populations jeunes à pratiquer l'agroécologie.](#)

Face aux crises, il n'y a pas que des réponses institutionnelles, les populations aussi se mobilisent.

Une enquête a montré que pendant les crises, les besoins sont de très court terme. Les agriculteurs expriment un besoin de plus de biomasse, d'argent ainsi que des besoins de certains intrants de substitution. Par exemple, une enquête auprès des pasteurs a montré que pendant les crises, les éleveurs ont recours à des aliments bétails importés pour maintenir leurs troupeaux.

➔ **L'agroécologie permet des réponses long termes, mais il y a besoin d'adapter les réponses aux crises avec des ressources disponibles tout de suite.**

Au pavillon du Programme Alimentaire Mondial, les actions menées avec des personnes déplacées sont valorisées. Elles intègrent des actions de restauration menées sur des terres généralement dégradées.

Eléments clés à retenir :

- Le Niger était déjà en situation de vulnérabilité car très dépendant des importations. Mais cette vulnérabilité s'est révélée à travers la crise.
- La crise a provoqué des changements d'orientation de politiques et de stratégie (souveraineté alimentaire, mobilisation des ressources en eau). Une crise peut s'avérer une chance pour innover et adopter de nouvelles méthodes.
- Cette innovation ne vient pas que des politiques nationales mais aussi de la société civile, et des populations. En situation de crise ou juste après les populations sont plus attentives à certains enjeux (exemple avec les inondations en Espagne, qui ont mis en lumière le fonctionnement de la prévention et des systèmes d'alerte).
- La réponse est composite : il n'y a pas qu'une seule pratique ou technique, mais un ensemble / une combinaison de pratiques et approches.

Où en est-on concernant l'appui et la formation aux agriculteurs ?

Richard Ouedraogo (SPONG, Burkina Faso)

Concernant le renforcement des capacités, il constitue la base de l'action des OSC. Les membres du SPONG proposent une diversité de techniques et pratiques. Une approche est de former des pairs formateurs qui deviennent des ambassadeurs de la pratiques et de la vulgarisation.

Certains agriculteurs veulent aujourd'hui être indépendant en matière de semences et devenir producteurs de semences améliorées, cela constitue l'un des axes du renforcement des capacités.

Ismael Bizo (AJEEC, Niger)

Au Niger, on développe des banques de semences locales, comme une activité féminine. La crise politique a aussi montré que le Niger était très dépendant des semences importées. Aujourd'hui, ce n'est plus les impacts de l'agroécologie qu'on cherche à démontrer, c'est la mise à l'échelle des pratiques que l'on cherche.

AJEEC s'active dans la promotion de l'agroécologie citoyenne. Mais on réfléchit a comment au niveau politique et au niveau local on peut embarquer les autorités dans la mise à l'échelle de l'agroécologie.

L'autorité publique : que fait-elle dans ce contexte ?

Ismael Bizo (AJEEC, Niger)


Les gouvernements sont orientés vers la nécessité d'avoir rapidement une production importante. Le réflexe premier c'est l'accès aux engrais, à davantage d'équipements (tracteurs...).

Un autre réflexe, c'est de réfléchir à des pratiques endogènes, qui peuvent être une solution. Au niveau local, les populations et les autorités locales en prennent de plus en plus conscience.

Richard Ouedraogo (SPONG, Burkina Faso)

Dans nos pays, tout est urgent et prioritaire (la santé, les routes...). Cela pose des difficultés pour porter les enjeux environnementaux, et de transition.

Aujourd'hui, le gouvernement du Burkina Faso est de plus en plus à l'écoute de la société civile, c'est à travers un processus de plaidoyer, que le pays a adopté une stratégie agroécologique.



Le gouvernement actuel a lancé un programme d'offensive agricole, qui intègre les pratiques agroécologiques, et qui veut limiter le recours aux intrants.

Les événements parallèles durant cette COP sont aussi des opportunités d'influence : le SPONG a présenté les progrès d'un projet sur la régénération naturelle assistée. Un des proches du ministre s'est enthousiasmé et va porter l'adoption d'un décret sur la RNA

Jean-Daniel Cesaro (CIRAD, France)

Par rapport aux crises, un concept qui n'a pas été beaucoup mis en avant lors de cette COP, c'est l'approche territoriale. Les dispositifs décentralisés sont à renforcer. Il est nécessaire au niveau des territoires de disposer de services d'extension (agronome, vétérinaire, forestier, éco-garde etc.) formés pour appuyer les agriculteurs et pasteurs avec de systèmes de vulgarisation adaptés.

Question du public

Au SPONG et à l'AJEEC, quel est l'engagement des médias pour contribuer à promouvoir les pratiques ?

Ismael Bizo (AJEEC, Niger)

En tant qu'organisation des jeunes, au-delà des médias traditionnels, on utilise de plus en plus les influenceurs. Au travers du jardin agroécologique baptisé « Yacouba Sawadogo » on organise chaque dimanche des sessions gratuites de démonstration. La semaine, on réalise des posts sur les réseaux sociaux, et de temps en temps on invite des influenceurs.

Mme Audrey Sawadogo (APEDR, Burkina Faso)

On travaille avec la presse, mais aussi avec des réseaux dynamiques de jeunes. Au sein d'APEDR, on a un chargé de communication, qui réalise des capsules vidéo. Le travail en réseau permet aussi un partage au sein des OSC.

Richard Ouedraogo (SPONG, Burkina Faso)

APEDR est très actif en communication, avec notamment l'usage d'un drone pour réaliser des prises de vue. Le SPONG réutilise souvent leurs vidéos. Au SPONG on entame un travail de capitalisation à partir de 2025, sur les acquis du projet de diffusion de la régénération assistée.

➔ La vraie question c'est de créer le mouvement. Et comme on ne peut pas physiquement aller parler à tout le monde, l'utilisation des médias est pertinente.